

Valdības Vēstnesis

Maksas par Valdības Vēstnesi sākot ar 1. aprīli:
 ar piesūtīšanu bez piesūtīšanas
 par: (sapemot eksped.) par:
 gadu . . . Ls 22.— gadu . . . Ls 18.—
 1/2 gadu . . . 12.— 1/2 gadu . . . 10.—
 3 mēn. . . 6.— 3 mēn. . . 5.—
 1 . . . 2.— 1 . . . 1.—
 Pie atskalpār. devējiem . . . —12 Par atsevišķu numuru . . . —10

Latvijas valdības

iznāk katru dienu, izņemot



Redakcija

Rīgā, pili № 2. Tel. № 20032

Ruzas stundas no 11—12

oficiāls laikraksts

evētdienas un svētkudienas

Kantoris un ekspedicija:

Rīga, pili № 1. Tel. № 20031

Atvērts no palksten 9—3

- Studinājumu maksas:**
- a) tiesu studinājumi līdz 30 vienslejīgām rītidīpām . . . Ls 4.—
 - b) par katru tālāku rītidīpu . . . —15
 - cita iestāžu studītā umi par katru vienslejīgu rītidīpu . . . —20
 - c) no privātīm par katru viensl. rītidīpu (par obligat. studīn.) . . . —25
 - d) par dokumentu pazaudešanu no katra personas . . . —80

Devītais gads.

№ 285

Piektdien, 17. decembri 1926. g.

Likums par tirdzniecības konvenciju starp

Latviju un Itāliju.

Valsts Prezidenta rīkojums.

Ministru kabineta sēde š. g. 16. decembri.

Rīkojums par ārzemju valutas kursiem nodokļu un nodevu aprēķināšanai.

Papildinājums trešā instrukcijā pie likuma par biedrībām, savienībām un politiskām organizācijām.

Pārbaudījumi latīnu valodā 1927. g. janvārī.

Muitas departamenta rīkojumu № 172 un № 166 papildinājums.

Saeima ir pieņemusi un Vaists Prezidents izsludina šādu likumu:

LIKUMS par

tirdzniecības konvenciju starp Latviju un Itāliju.

1. 1925. g. 25. jūlijā Romā starp Latviju un Itāliju noslēgtā tirdzniecības konvencija ar šo likumu pieejemā un apstiprināta.

2. Likums stājas spēkā izsludināšanas dienā. Līdz ar likumu izsludināmā arī 1. pantā minētā konvencija un tās tulkojums latviešu valodā.

3. Konvencija stājas spēkā piecpadsmit dienas pēc konvencijas 10. pantā paredzētās ratifikacijas dokumentu apmaiņas.

Rīga, 1926. g. 17. decembri.

Valsts Prezidents J. Čakste.

soumis à des restrictions autres que celles qui sont fixées par les lois générales du pays.

Ils auront, également, libre et facile accès auprès des tribunaux de toute instance et de toute juridiction pour faire valoir leurs droits et pour y défendre.

Ils pourront se servir, à cet effet, d'avocats, de notaires et d'agents qu'ils jugeront aptes à défendre leurs intérêts, et ils jouiront, en général, quant aux rapports judiciaires, des mêmes droits et des mêmes priviléges qui sont ou qui seront accordés à l'avenir aux nationaux.

Art. 3.

Quant au montant, à la garantie et à la perception des droits à l'importation et à l'exportation, ainsi que pour ce qui concerne le transit, l'importation ou l'exportation temporaire, la réexportation, le dépôt, les droits locaux et les formalités douanières, le transbordement des marchandises, les transports par chemins de fer, et en général pour tout ce qui a trait à l'exercice du commerce et de l'industrie, chacune des Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur ou immunité concedée à un tiers Pays. De même toute faveur ou immunité qui sera concedée plus tard sous ce rapport à un tiers Pays sera étendue, immédiatement, sans compensation et par ce fait même à l'autre Partie contractante.

En application de ce principe les produits du sol et de l'industrie de l'Italie à leur importation en Lettonie et les produits du sol et de l'industrie de la Lettonie à leur importation en Italie, destinés soit à la consommation, soit au dépôt, à l'importation temporaire, au transit, ou à la réexportation, seront admis au même traitement et n'y seront soumis à des droits autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seraient applicables aux mêmes produits de la nation la plus favorisée.

De même, à l'exportation vers l'Italie il ne sera perçu par la Lettonie et à l'exportation vers la Lettonie il ne sera perçu en Italie, d'autres ni de plus hauts droits de sortie ou taxes d'autre nature, qu'à l'exportation des mêmes produits vers le pays le plus favorisé à cet égard.

Il est entendu que les Parties contractantes sont autorisées au cas où les circonstances l'exigeraient, à faire dépendre les bénéfices des dispositions qui précédent de la présentation des certificats d'origine.

Art. 4.

Les dispositions de la présente Convention ne dérogent point:

a) aux faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres Etats limitrophes, pour faciliter le commerce de frontière;

b) aux obligations imposées à l'une des Parties contractantes par les

engagements d'une union douanière contractée ou qui pourrait être contractée à l'avenir;

c) aux avantages préférentiels que la Lettonie ait accordés ou pourrait accorder à l'avenir à l'Estonie, à la Lituanie et à la Finlande. Il en est de même en ce qui concerne les priviléges que la Lettonie pourrait accorder à l'U. R. S. S. en vertu de conventions ou d'accords douaniers spéciaux. Toutefois il est entendu que l'Italie pourra réclamer immédiatement les mêmes avantages, dans le cas où ils auraient été ou seraient accordés par la Lettonie à un tiers Etat quelconque;

d) aux avantages préférentiels que l'Italie ait accordés ou pourrait accorder à l'avenir à ses Colonies, Protectorats ou Possessions.

Art. 5.

Les Parties contractantes s'engagent à n'entraver en aucune manière le commerce réciproque des deux Pays par des prohibitions d'importation, d'exportation ou de transit.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles soient applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant en conditions identiques ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants:

1) dans les circonstances exceptionnelles, par rapport aux provisions de guerre;

2) pour des raisons de sûreté publique;

3) pour des monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir;

4) afin d'appliquer à des marchandises étrangères des prohibitions ou restrictions qui ont été ou qui pourraient être établis pour la législation intérieure pour la production, la vente, le transport ou la consommation à l'intérieur des marchandises indigènes similaires;

5) par égard à la police sanitaire et en vue de la protection des animaux et des plantes utiles, contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles, et surtout dans l'intérêt de la santé publique et conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet.

Art. 6.

Les droits et taxes intérieurs perçus pour le compte de l'Etat, des provinces, des communes ou des corporations, qui gèrent ou gèrent la production, la fabrication et la consommation des marchandises dans le territoire de l'une des Parties contractantes, ne pourront frapper les produits de l'autre Partie ni d'un taux plus élevé, ni d'une manière plus onéreuse que les produits indigènes de la même espèce.

Art. 7.

Sans préjudice des dispositions sur le transit contenues dans la Convention de Barcelone du 20 avril 1921, à laquelle les deux Parties contractantes ont adhéré, les deux Parties contractantes se concèdent réciproquement la liberté de transit à travers leurs territoires, par chemin de fer aussi bien que par cours d'eau navigables et par canaux, et ceci pour personnes, les bagages, les marchandises, les wagons de chemin de fer, les navires et pour le service postal.

Les marchandises de toute nature venant des territoires de l'une des Parties contractantes, où y allant, seront réciprocement affranchies, dans les territoires de l'autre, de tout droit de transit.

Ni l'une ni l'autre des Parties contractantes ne sera tenue par cet article à accorder passage aux voyageurs dont le passage est défendu dans ses territoires et possessions.

Art. 8.

Les Sociétés civiles, commerciales, industrielles ou financières (y compris les

Sociétés d'assurances et les Instituts publics d'assurances sur la vie humaine) qui sont ou seront constitués conformément aux lois de l'une des Parties contractantes et qui ont leur domicile dans les territoires de cette Partie, seront reconnues, d'après les modalités et sauf les limitations fixées par les lois en vigueur, comme ayant l'existence légale dans les territoires de l'autre, et y jouiront des mêmes droits, privilégiés, immunités ou faveurs, mêmes en ce qui concerne les impôts ou taxes, qui sont ou seront accordés aux sociétés similaires d'un tiers Pays quelconque.

Art. 9.

Dans les ports des deux Pays, les bateaux italiens et les bateaux letttons, ainsi que leurs équipages et leurs cargaisons, leurs passagers et leurs bagages, seront traités sur le pied d'une parfaite égalité, tant ce qui concerne les taxes générales ou spéciales qu'en ce qui concerne le classement des bateaux, les facilités pour leur amarrage pour leur chargement ou leur décharge, et, généralement, pour toute les formalités ou dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les bateaux de commerce, leurs cargaisons et leurs équipages, leurs passagers et leurs bagages.

De même, toute autre faveur accordée ou qui pourra être accordée à l'avenir par l'une des Parties contractantes à une tierce Puissance en matière de navigation, sera, immédiatement et sans conditions, étendue à l'autre.

Les privilégiés et droits énumérés ci-dessus ne s'étendent pas:

a) aux lois spéciales de protection de la marine de commerce nationale;

b) aux concessions spéciales accordées aux Sociétés de Sport nautique et aux navires de plaisance;

c) aux services des ports et au cabotage réservés à la marine nationale;

d) à la Pêche nationale.

Les deux Parties contractantes accepteront pour le tonnage les bateaux respectifs les certificats de jauge délivrés en conformité des lois respectives de chaque pays.

Art. 10.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome le plus tôt possible.

Elle entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications et restera exécutoire pour la durée d'une année à partir du jour de son entrée en vigueur. Cependant si elle n'est pas dénoncée six mois avant l'expiration de ce délai, elle sera prolongée, par voie de tacite reconduction, pour une durée indéterminée et sera alors dénonçable en tout temps en restant exécutoire pendant six mois à partir du jour de la dénonciation.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires l'on signée et revêtue de leur cachet.

Fait à Rome, en double expédition, le 25 juillet 1925.

Z. A. Meierovics, Benito Mussolini,

Tulkojums.

Tirdzniecības konvencija starp

Latvijas Republiku un Itālijas Karavalsti.

Latvijas Republikas Prezidents un Viņa Majestate Itālijas Karalis, vienīdzīgi vēlēdamiies veicināt saimniecisko sakaru attīstību starp abām valstīm, nolēma noslēgt tirdzniecības konvenciju un iecēla šai nolūkā par savienību pilnvarotiem

Latvijas Republikas Prezidents:

Viga Ekselēns Zigfrīdu A. Meieroviču, ārietiņu ministri;

Viņa Majestate Itālijas Karalis:

Vīgo Ekselēni Benito Mussolini,

Ministrū Prezidentu, ārietiņu ministri;

kuri, pēc avstarpējās iepazīšanās ar savām pilnvarām, kas atrastas labā un piemērigā kārtā, vienojās par sekošiem pantiem:

1. pants.

Starp abu Līgumslēdzēju valstu pilsoņiem pastāv pilnīga tirdzniecības un kuģniecības brīvība.

Katras Līgumslēdzējas valsts pilsoņi, kuri pastāvīgi dzīvo otras valsts teritorijā vai tur uzturas tikai kādu laiku, visās lietās, kas attiecas uz tirdzniecības un rūpniecības piekopšanu, bauda tur tādas pašas tiesības, priekšrocības, neaizskaramības, labumus un izņēmumus kā pašas valsts pil oji un nav padoti augstākām vai citādām nodevām nekā tām, kas piešķirjamas pašas valsts pilsoņiem. Starp citu viņi bauda šai ziņā otrās valsts teritorijā tās pašas tiesības, priekšrocības, neaizskaramības, labumus un izņēmumus, kurus bauda vai baudis nākotnē tās valsts pilsoņi, kuri piešķirta vislielākā labvēlība.

Šī panta noteikumi neaizskar nekādā ziņā sevišķos likumus, rīkojumus un noteikumus, kuri ir spēkā abās valstīs, un kuri vienlīdzīgi attiecinami uz katras citas valsts pilsoņiem.

2. pants.

Katras Līgumslēdzējas valstīs pilsoņiem otrs Līgumslēdzējas valsts teritorijā piešķir attiecībā uz viņu tiesisko stāvokli, viņu kustamo un nekustamo mantību, viņu tiesībām un interesēm, vislielāko labvēlību bauðošās valsts pilsoņu tiesības.

Latvieši Italijā un italieši La vījā var, tāpat kā pa as valsts pilsoņi, pilnīgi brivi nokārtot savas lietas personīgi, vai ari caur starpniekiem, kurus viņi paši izvēl, pie kam viņiem nav jāmaksā atalgojumi vai atlīdzības tādiem aģentiem, koinisionariem u. t. t., kuru pakalpojumus vīni nevēlas izlietot; viņi nav šai ziņā padoti citādām ierobežojumiem nekā tiem, kurus nosaka pašas valsts vispārējie likumi.

Tāpat, viņiem ikkatras jurisdikcijas tiesu iestādes visās instances ir brīvi un viegli pieejamas, lai meklētu un aizstāvētu savas tiesības.

Šai nolūkā viņi var griezties pie advokatiem, notariem un aģentiem, kurius uzskata par spējīgiem aizstāvēt viņu intereses, un viņi vispār bauda tiesiskās attiecībās tādas pašas tiesības un priekšrocības, kādās piešķirtas vai nākotnē tiks piešķirtas pašas valsts pilsoņiem.

3. pants.

Kas attiecas uz nodokļu lielumu, garantiju un iekāšanu, ievedumiem un izvedumiem, kā ari uz tranzitu, ievedumiem vai izvedumiem uz laiku, atkalizvešanu, no vietošanu, vietējiem nodokiem un muitas formalitatēm, preču pārkraušanu, dzelzceļu transportiem, un vispār uz visu, kas stāv sakārā ar tirdzniecības un rūpniecības piekopšanu, katra Līgumslēdzēja valsts apņemas attiecināt uz otro visus labumus vai neaizskaramības, kas piešķirtas kādai trešai valstij. Tāpat katra labumu vai neaizskaramību, kuru vēlāk šai ziņā piešķirtu kādai trešai valstij, attiecinā nekaķējoties, bez kompensācijas un ipso facto uz otro Līgumslēdzēju valsti.

Piemērojot šo principu Itālijas zemes un rūpniecības ražojumiem, tos ievedot Latvijā, un Latvijas zemes un rūpniecības ražojumiem, tos ievedot Itālijā, vienalga vai tie nodomāti patērigam, novieto anai, ievešanai uz laiku, tranzitam vai atkalizvešanai, piemēro tos pašus noteikumus un neuzliek citādus vai augstākus nodokļus, kā tos, kas piemēroti vai būtu piemērojami vislielāko labvēlību bauðošās valsts līdzīgiem ražojumiem.

Tāpat izvešanas gadījumā uz Itālijā Latvija neuzlēk un izvešanas gadījumā uz Latviju Itālia neuzliek citādus vai augstākus izvednodokļus vai cita veida takses, nekā tos kuru uzliktu, ievedot līdzīgu ražojumus uz šai ziņā vislielāko labvēlību bauðošo valsti.

Līgumslēdzējas valstis vienojas, ka viņām tiesība gadījumos, kur apstākļi to prasītu, nostādīt augšminēto privilīgēto noteikumu piemērošanu atkarībā no preču izcelšanās aplieciņu uzrādišanas.

4. pants.

Sīs konvencijas noteikumi neaizskar:

- priekšrocības, kas piešķirtas pašlaik, vai varētu tikt piešķirtas nākotnē citām kaimiņu valstīm, lai atvieglotu rohežtirdzniecību;
- pienākumu, kurus vienai Līgumslēdzējai valstij uzliek jau noslēgtas vai nākotnē noslēdzamas muitas unijas noteikumi;

c) sevišķas labvēlības, kuras Latvija piešķir vai varētu piešķirt nākotnē Igaunijai, Lietuvai un Somijai. Tas pats attiecas uz priekšrocībām, kuras Latvija varētu piešķirt Padomju Socialistisko Republiku Savienībai uz konvenciju vai sevišķu muitas noligumu pamata. Tomēr tali avar

nekavējoties pieprasīt tādas pašas priekšrocības gadījumā, ja Latvija tās piešķir vai piešķirtu kādai trešai valstij;

d) sevišķas labvēlības, kuras Itālia piešķir vai varētu piešķirt nākotnē savām kolonijām, protektoriem vai posessiām.

5. pants.

Līgumslēdzējas valstis apņemas nekādā veidā neapgrūtināt abu valstu savstarpējo tirdzniecību ar ieved-, izved- un tranzīta aizliegumiem.

Izņēmumus no šī noteikuma, cik tāju tie attiecas uz visām valstīm vai uz valstīm, kuras atrodas līdzīgos apstākļos, pielaiž tikai sekošos gadījumos:

- ārkārtējos apstākļos attiecībā uz kāja materialiem;
- sabiedriskas drošības labā;
- attiecībā uz valsts monopoliem, kas tagad ir spēkā vai varētu tikt ievestī nākotnē;
- lai ārzemju precēm uzliktu tādus aizliegumus vai ierobežojumus, kādus noteic vai varētu noteikti iekšējā likumdošana attiecībā uz līdzīgu iekšzemes preču ražošanu, pārdošanu, transportu vai patēriku iekšzemē;
- attiecībā uz sanitaro policiju un lai aizsargātu kustoņus un derīgus stādus no slimībām, insektiem un kaitīgiem parazītiem, kā ari jo sevišķi vispārējās veselības interesēs un saskaņā ar šai jautājumā pieņemtiem starptautiskiem principiem.

6. pants.

Uz valsts, provinču, pašvaldību vai sa biedrību reķīnu iekāsētās iekšējās nodevas un taksēs, kuras apgrūtīna vai apgrūtīnas preču ražošanu, izgatavošanu un patēriku vienas Līgumslēdzējas valsts teritorijā, otras valsts ražojumiem nevar piemērot ne augstākā apmērā, nedz ari apgrūtīnošā veidā, nekā tos piemēro līdzīgiem iekšzemes ražojumiem.

7. pants.

Neaizskarot Barcelonas 1921. g. 20. aprīļa konvencijas noteikumus attiecībā uz tranzītu, kuriem konvencijai abas Līgumslēdzējas valstis pievienojušās, abas Līgumslēdzējas valstis savstarpēji sev piešķir tranzīti a brīvību caur viņu teritorijām, tikpat pādzelsceļiem, kā ari pa kuģniecībai atvērtiem ūdeņiem un pa kanāliem, attiecībā uz pasažieriem, manām, precēm, vagoniem, kuģiem un pasta satiksmi.

Visāda veida preces, kas nāk no vienas Līgumslēdzējas valsts teritorijām, vai iet uz turieni, savstarpēji atsvabināmas, otrās valsts teritorijā, no visiem traīnīta nodokļiem.

Caur šo pantu ne viena, nedz ari otra Līgumslēdzēja valsts nav piespiesta lātbrauk cauri tādiem ceļotājiem, kuriem lātbraukšana viņas teritorijās un posesijās aizliegta.

8. pants.

Civilās, tirdzniecības, rūpniecības vai finansu sabiedrības (apdrošināšanas sabiedrības un publiskas dzīvības apdrošināšanas iestādes līdzīsakaitot), kuras nodibinātas, vai nodibināsies saskaņā ar vienas Līgumslēdzējas valsts likumiem, un kuras atrodas šīs valsts teritorijās, atzīst, ievērojot veidu un ierobežojumus, kurus noteic spēkā esošie likumi, kā likumīgi pasāvošas otrās valsts teritorijās, un vijas tur bauda tās pašas tiesības, priekšrocības, neaizskaramības vai labumus, pat attiecībā uz nodokļiem un taksēm, kādi piešķirti vai tiks piešķirti kādas trešās valsts līdzīgām sabiedrībām.

9. pants.

Abu valstu ostās Itālijas un Latvijas kuģi, kā ari to personāls un kāravas, to pasažieri un mantas, bauda pilnīgas vienlīdzības tiesības, tiklab attiecībā uz vispārējām vai sevišķām taksēm, kā ari attiecībā uz kuģu klasifikāciju, atvieglinājumiem pie to novietošanas, iekraušanas vai izkraušanas un vispārīgi uz visām formalitatēm vai dažādiem noteikumiem, kuriem var padot tirdzniecības kuģus, to kāravas un personalu, to pasažierus un mantas.

Tāpat katra citā labvēlība, kas piešķiri, vai varētu nākotnē tikt piešķirta no vienas Līgumslēdzējas valsts kādai trešai valstij kuģniecības liešās, tiks nekavējoties un bez nosacījumiem attiecinātā uz otro Līgumslēdzēju valsti.

Augšā uzskaitītās priekšrocības un tiesības neattiecas uz:

- sevišķiem likumiem nacionālās tirdzniecības flotes aizsardzībai;
- sevišķām koncesijām, kas piešķirtas ūdens sporta sabiedrībam un izpriecas kuģiem;
- ostu darbiem un kabotažu, kuri režēti nacionālai kuģniecībai;

d) uz nacionālo zvejniecību.

Abas Līgumslēdzējas valstis atzīst attiecīgo kuģu tilpuma noteikšanai saskaņā ar katras valsts attiecīgiem likumiem izdotās kuģu mērū grāmatas.

10. pants.

Šī konvencija ratificējama un ratifikācijas dokumenti apmaināmi Romā pēc iespējas drīzā laikā.

Konvencija stājas spēkā piecpadsmit dienas pēc ratifikācijas dokumentu apmaiņas un paliek spēkā vienu gadu no tās spēkā stāšanās dienas. Tomēr, ja tā nav uzteikta sešus mēnešus pirms šā termiņa notecešanas, to atjauno kļūsot uz nenoteiktu laiku un to tad var uzteikt katrā laikā, pie kam tā paliek spēkā sešus mēnešus pēc uzteikšanas dienas.

Minēto apliecinot, pilnvarotie parakstija šo konvenciju, piespiežot savus zīmogus.

Sastādīts Romā, divos eksemplāros, 1925. g. 25. jūlijā.

(Paraksts)

Z. A. Meierovics. Benito Mussolini.

Konvencijas tulkojuma teksts pieejems Saeimas 1926. g. 10. decembra plenārēdē.

P. Juraševskis,

Saeimas sekretārs.

Valsts Prezidenta rīkojums

1926. gada 17. decembrī

Nr. 202.

Atļauju Rīgas ostas priekšniekam J. Raudepam nēsāt viņam piešķirto Somijas Baltās Rozes I skiras kavalierja ordeni.

Valsts Prezidents J. Čakste.

Ārlietu ministris K. Ulmanis.

Valdības rīkojumi un pavēles.

Papildinājums

trešā instrukcijā pie likuma par biedrībām, savienībām un politiskām organizācijām.

Likuma par biedrībām trešās instrukcijas („Valdības Vēstnesis” 1926. g. 233. numurā) 1. pantu papildināt ar sekošu piezīmi:

Latvijas Sarkanā Krusta un Sieviešu Palidzības Korpusa statuti pārregi strējami līdz 1927. g. 20. janvarim.

Rīga, 1926. g. 16. decembri. № 185052.

Iekšlietu ministris E. D. Laimiņš.

Tieslietu ministris E. Bitte.

Pārbaudījumi latīņu valodā

1927. gada janvārī.

1 Pārbaudījumi latīņu valodā pilna vidusskolas kursa apmērā (skat. programu 1925. gada „Valdības Vēstnesis” 52. numurā — vidusskolu gala pārbaudījumu noteikumu pārgrozījumos) izglītības ministrijas eksaminācijas komisijā notiks 1927. gada 12. un 13. janvarī Rīgā, 1 valsts vidusskolas telpās, Raiņa bulvāri № 29. Pārbaudījumu sākums 12. janvarī, pulksten 16.

2 Pie pārbaudījumiem latīņu valodā piedāvās tikai personas ar pilnu vidusskolas izglītību.

3 Personām, kas vēlas piedalīties minētos pārbaudījumos, jāiesniedz skolu virsvaldei līdz 1927. gada 5. janvarim attiecīgās līgumās, klātētieki:

a) gatavības apliecības oriģinalu vai apstiprinātu norakstu;

b) vienu apstiprinātu gāmetni un

c) kviti par Latvijas bankā skolu virsvaldes speciālo līdzekļu reķīnā № 644 iemaksātām Ls 5,— eksaminācijas naudas.

Rīga, 1926. g. 14. decembri. № A-1136.

Skolu virsvaldes direktors

Reinis Liepiņš.

Virsvaldes sekretārs V. Vigants.

Rīkojums Nr. 205

1926. g. 10. decembri.

Rīkojuma № 172 Preču un materialu saraksts, kuru zuperfosfātā fabrikai „Pirmā krievu zuperfosfātā fabrika Milgrāvi pie Rīgas, akc. sab.” atļauts saņemt bez muitas un akcizes un 1926. g. 1. oktobra rīkojuma № 166 piemērošana minētā fabrikā (izsludināts 1926. g. „Valdības Vēstnesis” 231. numurā) papildinājums.

Rīkojuma № 172. 1. pantu, kuru uzskaitītās preces un materiali, kuru zuperfosfātā fabrikai „Pirmā krievu zuperfosfātā fabrika Milgrāvi pie Rīgas, akc. sab.”

atļ

Paziņojums

Pokrovā (Jaunlatgales aprīkki) dzīvojošiem valsts darbiniekem.

Tautas labklājības ministrijas socialās apgādības departaments paziņo, ka P. Zvirbuļa aptieka Pokrovā uzņemta tautas labklājības ministrijas aptieku sarakstā, kuras izsniedz zāles pret valsts darbinieku ārstu parakstītām receptēm. Departamenta direktors O. Silijs Valsts darbinieku ārstniecības nodajas vadītājs Dr. Dribba.

Paziņojums

Pokrovā (Jaunlatgales aprīkki) dzīvojošiem valsts darbiniekem.

Tautas labklājības ministrijas socialās apgādības departaments paziņo, ka Dr. M. Vētra ir pieņemta par valsts darbinieku ārstu ar dzīves vietu Pokrovā.

Departamenta direktors O. Silijs. Valsts darbinieku ārstniecības nodajas vadītājs Dr. Dribba.

Paziņojums

Jelgavā un apkārtnei dzīvojošiem valsts darbiniekem.

Tautas labklājības ministrijas socialās apgādības departaments paziņo, ka Hermans Freidensteins ir pieņemts par valsts darbinieku zobārstu ar dzīves vietu Jelgavā, Lielā ielā № 16, bet zobārsts Edgars Buettneris ir atsvabināts no valsts darbinieku zobārsta pienākumu izpildīšanas.

Departamenta direktors O. Silijs. Valsts darbinieku ārstniecības nodajas vadītājs Dr. Dribba.

Iecelšanas.**Lēmums.**

1926. g. 13. decembri. № 6096.

Atsvabinu uz pašas lūgumu Bertu Pipiņu no kaitigu kulturas parādību apkārtošanas komisijas locekļa pienākumiem, skaitot no š. g. 12. novembra.

Izglītības ministrs E. Ziemels. Vispārējo lietu pārvaldes priekšnieks K. Melnalksnis.

Lēmums.

1926. g. 13. decembri. № 6097.

Iecelu par kaitigu kulturas parādību apkārtošanas komisijas locekļiem Latvijas skolotāju savienības pārstāvi Kārlī Dēķenū un Latvju mātiešu nacionālās ligas pārstāvi E. Āboltinu, skaitot no š. g. 8. decembra līdz 1927. g. 9. septembrim.

Izglītības ministrs E. Ziemels. Vispārējo lietu pārvaldes priekšnieks K. Melnalksnis.

Pavēle № 109.

Lielbritanijas pavalstnieku Herbertu James Cann iecelu par Latvijas vicekonsulu Harviču, skaitot no š. g. 1. decembra, bez atlīdzības no valsts līdzekļiem kā budžeta kārtībā, tā ari no konsulariem ienākumiem.

Rīga, 1926. g. 12. novembrī.

Ārlietu ministrs K. Ulmanis. Administratīvi-juridiskā departamenta direktors R. Liepiņš.

Pavēle № 111.

Arkiva un šifru nodajas I šķiras sekretaru Jāni Tepperu iecelu diplomatiķi-konsularā dienesta V pakāpē, skaitot no š. g. 1. oktobra. Rigā, 1926. g. 30. novembrī.

Ārlietu ministrs K. Ulmanis. Administratīvi-juridiskā departamenta direktors R. Liepiņš.

Pavēle № 112.

Baltijas valstu nodajas I šķiras sekretaru Gustavu Siliņu iecelu diplomatiķi-konsularā dienesta IV pakāpē, skaitot no 1925. g. 1. aprīja. Rigā, 1926. g. 30. novembrī.

Ārlietu ministrs K. Ulmanis. Administratīvi-juridiskā departamenta direktors R. Liepiņš.

Pavēle № 113.

Administratīvus un protokola nodajas I šķiras sekretaru Jēkabu Groškopfu iecelu diplomatiķi-konsularā dienesta IV pakāpē, skaitot no š. g. 1. novembra. Rigā, 1926. g. 30. novembrī.

Ārlietu ministrs K. Ulmanis. Administratīvi-juridiskā departamenta direktors R. Liepiņš.

Pavēle № 114.

Juridiskās nodajas I šķiras sekretaru Indriķi Čemerīmani iecelu diplomatiķi-konsularā dienesta IV pakāpē, skaitot no š. g. 1. novembra. Rigā, 1926. g. 30. novembrī.

Ārlietu ministrs K. Ulmanis. Administratīvi-juridiskā departamenta direktors R. Liepiņš.

Pavēle № 115.

Saimniecības un finansu nodajas I šķiras sekretaru Hermani Ernstonu iecelu diplomatiķi-konsularā dienesta IV pakāpē, skaitot no š. g. 1. novembra. Rigā, 1926. g. 30. novembrī.

Ārlietu ministrs K. Ulmanis. Administratīvi-juridiskā departamenta direktors R. Liepiņš.

Pavēle № 116.

Austrumu nodajas I šķiras sekretaru Jāni Kūlīmani iecelu diplomatiķi-konsularā dienesta IV pakāpē, skaitot no 1926. g. 1. novembra. Rigā, 1926. g. 30. novembrī.

Ārlietu ministrs K. Ulmanis. Administratīvi-juridiskā departamenta direktors R. Liepiņš.

Pavēle № 117.

Rietumu nodajas I šķiras sekretaru Aleksandru Krūzbergu iecelu diplomatiķi-konsularā dienesta IV pakāpē, skaitot no š. g. 1. novembra. Rigā, 1926. g. 30. novembrī.

Ārlietu ministrs K. Ulmanis. Administratīvi-juridiskā departamenta direktors R. Liepiņš.

Pavēle № 118.

Preses nodajas I šķiras sekretaru Arturu Štegmani iecelu diplomatiķi-konsularā dienesta V pakāpē, skaitot no š. g. 1. novembra. Rigā, 1926. g. 30. novembrī.

Ārlietu ministrs K. Ulmanis. Administratīvi-juridiskā departamenta direktors R. Liepiņš.

Pavēle № 119.

Archīva un šifru nodajas II šķiras sekretaru Kārli Varkalu iecelu diplomatiķi-konsularā dienesta V pakāpē, skaitot no š. g. 1. novembra. Rigā, 1926. g. 30. novembrī.

Ārlietu ministrs K. Ulmanis. Administratīvi-juridiskā departamenta direktors R. Liepiņš.

Pavēle № 120.

Administratīvās un protokola nodajas II šķiras sekretaru Reinholdu Roesseli iecelu diplomatiķi-konsularā dienesta 6. pakāpē, skaitot no š. g. 1. novembra.

Ārlietu ministrs K. Ulmanis. Administratīvi-juridiskā departamenta direktors R. Liepiņš.

Pavēle № 121.

Austrumu nod. II šķiras sekretaru Aleksandru Rūsmanni iecelu diplomatiķi-konsularā dienesta 6. pakāpē, skaitot no š. g. 1. novembra. Rigā, 1926. g. 30. novembrī.

Ārlietu ministrs K. Ulmanis. Administratīvi-juridiskā departamenta direktors R. Liepiņš.

Pavēle № 122.

Lielbritanijas pavalstnieku William George Tinkler iecelu par Latvijas vicekonsulu King's Lynnā, skaitot no š. g. 30. decembra bez atlīdzības no valsts līdzekļiem budžeta kārtībā. Vicekonsula rīcībā atstāju pusi no konsulariem ienākumiem, izņemot nodevas par pasēm. Rigā, 1926. g. 7. decembri.

Ārlietu ministrs K. Ulmanis. Administratīvi-juridiskā departamenta direktors R. Liepiņš.

Pavēle № 123.

Lielbritanijas pavalstnieku James Flett iecelu par Latvijas vicekonsulu Kirkwallā, skaitot no š. g. 30. decembra, bez atlīdzības no valsts līdzekļiem kā budžeta kārtībā, tā ari no konsulariem ienākumiem.

Rigā, 1926. g. 7. decembri.

Ārlietu ministrs K. Ulmanis. Administratīvi-juridiskā departamenta direktors R. Liepiņš.

Pavēle № 124.

Lielbritanijas pavalstnieku Hugh Llewellyn Place iecelu par Latvijas vicekonsulu Limeikā, skaitot no š. g. 30. decembra bez atlīdzības no valsts līdzekļiem kā budžeta kārtībā, tā ari no konsulariem ienākumiem.

Rigā, 1926. g. 7. decembri.

Ārlietu ministrs K. Ulmanis. Administratīvi-juridiskā departamenta direktors R. Liepiņš.

Pavēle № 125.

Lielbritanijas pavalstnieku Lovell Redmore Dunstan iecelu par Latvijas vicekonsulu Plimutā, skaitot no š. g. 30. decembra, bez atlīdzības no valsts līdzekļiem kā budžeta kārtībā. Vicekonsula rīcībā atstāju pusi no konsulariem ienākumiem, izņemot nodevas par pasēm.

Rigā, 1926. g. 7. decembri.

Ārlietu ministrs K. Ulmanis. Administratīvi-juridiskā departamenta direktors R. Liepiņš.

Pavēle № 126.

Lielbritanijas pavalstnieku Daniel Wares Georges iecelu par Latvijas vicekonsulu Viķā, skaitot no š. g. 30. decembra, bez atlīdzības no valsts līdzekļiem kā budžeta kārtībā, tā ari no konsulariem ienākumiem.

Rigā, 1926. g. 7. decembri.

Ārlietu ministrs K. Ulmanis. Administratīvi-juridiskā departamenta direktors R. Liepiņš.

Pavēle № 127.

Lielbritanijas pavalstnieku Stephen Psaila iecelu par Latvijas vicekonsulu Džordžtaunā (Georgetown), Demerārā, skaitot no š. g. 30. decembra, bez atlīdzības no valsts līdzekļiem kā budžeta kārtībā. Vicekonsula rīcībā atstāju pusi no konsulariem ienākumiem, izņemot nodevas par pasēm.

Rigā, 1926. g. 7. decembri.

Ārlietu ministrs K. Ulmanis. Administratīvi-juridiskā departamenta direktors R. Liepiņš.

Pavēle № 115.

Saimniecības un finansu nodajas I šķiras sekretaru Hermani Ernstsonu iecelu diplomatiķi-konsularā dienesta IV pakāpē, skaitot no š. g. 1. novembra.

Rigā, 1926. g. 30. novembrī.

Ārlietu ministrs K. Ulmanis. Administratīvi-juridiskā departamenta direktors R. Liepiņš.

Kaņa tiesa.

pamatodamās uz savu rīcības sēdes lēnumu, izbeidz Jāņa Ludvīga d. Grēvīna meklēšanu, kurā uzsākta ar sludinājumu „Valdības Vēstneša” 1921. g. 151. numurā.

1926. g. 14. decembri.

Kaņa tiesas priekšsēdētājs, kapteinis H. Jakobsons.
Sekretārs, kaņa ierēdnis A. Rumpe.

Kaņa tiesa.

pamatodamās uz savu rīcības sēdes lēnumu, izbeidz Mikeja Fadēja alias Fabiana dēla Raudes meklēšanu, kurā uzsākta ar sludinājumu „Valdības Vēstneša” 1923. g. 122. numurā.

1926. g. 14. decembri.

Kaņa tiesas priekšsēdētājs, kapteinis H. Jakobsons.
Sekretārs, kaņa ierēdnis A. Rumpe.

Kaņa tiesa.

pamatodamās uz savu rīcības sēdes lēnumu, izbeidz Mikeja Fadēja alias Fabiana dēla Raudes meklēšanu, kurā uzsākta ar sludinājumu „Valdības Vēstneša” 1923. g. 122. numurā.

1926. g. 14. decembri.

Kaņa tiesas priekšsēdētājs, kapteinis H. Jakobsons.
Sekretārs, kaņa ierēdnis A. Rumpe.

Kriminalās pārvaldes meklējamo mantu un lopu saraksts № 4.

44. 8165 — Velosipēds, fīrmas Leitner-Rosija, nokrāsots ar kirsbrūnu emajas krāsu, viņš īlojietis, virsējai stangai rāmī iespiestas vairākas bedrites.

45. 8170 — Gofs, gaiši brūnas gaļas spalvas, lielu auguma, gaļām kājām, baltiem taisniem stāvīem rāmīem.

46. 8177 — Zirgs, melnu spalvu, melnām krēpēm, 9½ g. vecs, 152 cm augsts, laba austi robs.

47. 8257 — Velosipēds, „Starley” fīrmas № 2279, melni krāsots, ritepi nikelēti, priekšpusē Anglijas ģerbonis — divi sarkanās lauvas.

48. 8291 — Velosipēds, „Diks” fīrmas, rāmis № 225500, melnas krāsas, priekšējā riteņa dāngā pie ventila druskā lesprāgusi.

49. 8399 — Zirgs, melnas spalvas, krēpes uz labo pusē, apm. 16 g. vecs, 163 cm augsts, kreisās priekšķājas nags pārpilēts.

50. 8441 — Velosipēds, „Ideal” fīrmas, melni krāsoti rāmī, maz īetots, pelēkām gumijām ar uzrakstu „Ideal-Purje”, rāmīm numura nav, bet tikai uzraksts „Ideal”, šīs uzraksts druskā nodilis.

Tiesu sludinājumi.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa, pamatojoties uz 10. junija 1926. g. līkumu un civ. proc. lik. 2060. un 2062. p. pamata, ievērojot Roberta Roberta d. Hirša lūgumu un savu lēmumu no 7. dec. 1926. g. paziņo, ka lūdzējs parādu pēc trim (3) obligacijām, apstiprinātām uz nekustamā ipašumu Rūjienas Lielas muižas muižas zemes gruntsgabalem №№ 15, 29 un 16 Valmieras apr., ar zemes grāmatu reż. № 1003, izdots no Roberta Roberta d. Hirša I) par 1000 rbl. no 11. janvāra 1893. g. ar № 2 par labu Ernstam Vilhelma d. Schneideram, 2) par 1000 rbl. no 20. janvāra 1898. g. ar № 6 par labu Indriķim Frīči d. Lauram, blanko cedētu un 3) par 1500 rbl. no 5. februāra 1899. g. ar № 27 par labu Reinholdam Johānu d. Melbārdi, blanko cedēta ir samaksājis, bet šīs augšā minētās obligacijas nevar tikt izsniegtas atpakaļ parādniekam dēļ dzēšanas zemes grāmatās, tandem ka ir gājušas zudumā.

Tāpēc apgabaltiesas 3. civilnodaļa uzaicināta visas personas, kuriem būtu tiesības uz augšā aprādītām obligacijām, pieteikties tiesā viena mēneša laikā, skaitot no dienas, kad šīs sludinājums iepriests „Valdības Vēstnesi” un aizrāda, ka ja šīs personas noteiktā laikā nepieteikties, obligacijas atzīs par iznīcinātām un lūdzējam dos tiesību prasīt parādu dzēšanu zemes grāmatā.

1926. g. 9. decembrī. № 5202.

Priekšsēdētāja v. A. Veidners. 20256a Sekretārs A. Kalve.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa, pamatojoties uz 10. junija 1926. g. līkumu un civ. proc. lik. 2060. un 2062. p. p., ievērojot Vaiste zemes lūgumu un savu 7. dec. 1926. g. lēmumu, paziņo, ka parādniks Teodors Pētera d. Klavīns parādu pēc obligacijas par 450 rbl., apstiprinātās 16. aprīlī 1877. g. ar № 148 uz nekustamo ipašumu Madonas aprīnki, Vējavas muižas zemnieku zemes „Pulčam № 28” mājām ar zemes grāmatu reg. № 2519, izdots par labu Johānam Dzenīm — ir samaksājis, bet šīs augšā minētā obligacija nevar tikt izsniegtā atpakaļ parādniekam dēļ dzēšanas zemes grāmatās, tandem ka ir gājušas zudumā.

Tāpēc apgabaltiesas 3. civilnodaļa uzaicināta visas personas, kuriem būtu tiesības uz augšā aprādīto obligaciju, pieteikties tiesā viena mēneša laikā, skaitot no dienas, kad šīs sludinājums iepriests „Valdības Vēstnesi” un aizrāda, ka ja šīs personas noteiktā laikā nepieteikties, obligacijas atzīs par iznīcinātām un lūdzējam dos tiesību prasīt parādu dzēšanu zemes grāmatā.

1926. g. 9. decembrī. № 5216.

Priekšsēdētāja v. A. Veidners. 20257a Sekretārs A. Kalve.

Rīgas apgabaltiesas 4. civilnodaļa, uz civ. proc. lik. 293., 295., 298., 301., 309., 311. p. p. pamata, uz Marijas Andreja m. Uļjanīševi, dzīm. Kuzubov lūgumu viņas prasības lietā pret Borisu Mitrofanu d. Uļjanīševi par laulības skīršanu, uzaicina pēdējo, kurā dzīves vieta prasītājai nav zinama, ierasties tiesā 4 mēnešu laikā no šī sludinājuma publicēšanas dienas.

Pie lūguma pieļiktī noraksts no iestāžu raksta un klātpielikiem dokumentiem.

Jā atbildētājs noliktā laikā neierādisies personīgi vai caur pilnvarnieku, tiks noliktā tiesas sēde lietas izklausīšanai aizmuguriski.

Rīga, 1926. g. 10. decembrī.

Priekšsēdētāja v. Eglīts. 20360a Sekretāra v. Sture.

Rīgas apgabaltiesas 4. civilnodaļa, uz civ. proc. lik. 293., 295., 298., 301., 309., 311. p. p. pamata, uz Marijas-Rachiles Mīkitjev lūgumu viņas prasības lietā pret Kalistratu Mīkitjevu par laulības skīršanu, uzaicina pēdējo, kurā dzīves vieta prasītājai nav zinama, ierasties tiesā 4 mēnešu laikā no šī sludinājuma publicēšanas dienas.

Pie lūguma pieļiktī noraksts no iestāžu raksta un klātpielikiem dokumentiem.

Jā atbildētājs noliktā laikā neierādisies personīgi vai caur pilnvarnieku, tiks noliktā tiesas sēde lietas izklausīšanai aizmuguriski.

Rīga, 1926. g. 10. decembrī.

Priekšsēdētāja b. Eglīts. 20361a Sekretāra v. Sture.

Rīgas apgabaltiesas 4. civilnodaļa, uz civ. proc. lik. 293., 295., 298., 301., 309., 311. p. p. pamata, uz Marijas-Katrinas Aleksandra m. Gerasimova, dzīm. Kruckovskij lūgumu viņas prasības lietā pret Joannu Joanna d. Gerasimovu par laulības skīršanu, uzaicina, kurā dzīves vieta prasītājai nav zinama, ierasties tiesā 4 mēnešu laikā no šī sludinājuma publicēšanas dienas.

Pie lūguma pieļiktī noraksts no iestāžu raksta un klātpielikiem dokumentiem.

Jā atbildētājs noliktā laikā neierādisies personīgi vai caur pilnvarnieku, tiks noliktā tiesas sēde lietas izklausīšanai aizmuguriski.

Rīga, 1926. g. 10. decembrī.

Priekšsēdētāja b. Eglīts. 20351a Sekretāra v. Sture.

Rīgas apgabaltiesas 4. civilnodaļa, uz civ. proc. lik. 293., 295., 298., 301., 309., 311. p. p. pamata, uz Marijas-Katrinas Aleksandra m. Gerasimova, dzīm. Kruckovskij lūgumu viņas prasības lietā pret Joannu Joanna d. Gerasimovu par laulības skīršanu, uzaicina, kurā dzīves vieta prasītājai nav zinama, ierasties tiesā 4 mēnešu laikā no šī sludinājuma publicēšanas dienas.

Pie lūguma pieļiktī noraksts no iestāžu raksta un klātpielikiem dokumentiem.

Jā atbildētājs noliktā laikā neierādisies personīgi vai caur pilnvarnieku, tiks noliktā tiesas sēde lietas izklausīšanai aizmuguriski.

Rīga, 1926. g. 10. decembrī.

Priekšsēdētāja b. Eglīts. 20351a Sekretāra v. Sture.

Rīgas apgabaltiesas 4. civilnodaļa, uz civ. proc. lik. 293., 295., 298., 301., 309., 311. p. p. pamata, uz Marijas-Katrinas Aleksandra m. Gerasimova, dzīm. Kruckovskij lūgumu viņas prasības lietā pret Joannu Joanna d. Gerasimovu par laulības skīršanu, uzaicina, kurā dzīves vieta prasītājai nav zinama, ierasties tiesā 4 mēnešu laikā no šī sludinājuma publicēšanas dienas.

Pie lūguma pieļiktī noraksts no iestāžu raksta un klātpielikiem dokumentiem.

Jā atbildētājs noliktā laikā neierādisies personīgi vai caur pilnvarnieku, tiks noliktā tiesas sēde lietas izklausīšanai aizmuguriski.

Rīga, 1926. g. 10. decembrī.

Priekšsēdētāja b. Eglīts. 20351a Sekretāra v. Sture.

Rīgas apgabaltiesas 4. civilnodaļa, uz civ. proc. lik. 293., 295., 298., 301., 309., 311. p. p. pamata, uz Marijas-Katrinas Aleksandra m. Gerasimova, dzīm. Kruckovskij lūgumu viņas prasības lietā pret Joannu Joanna d. Gerasimovu par laulības skīršanu, uzaicina, kurā dzīves vieta prasītājai nav zinama, ierasties tiesā 4 mēnešu laikā no šī sludinājuma publicēšanas dienas.

Pie lūguma pieļiktī noraksts no iestāžu raksta un klātpielikiem dokumentiem.

Jā atbildētājs noliktā laikā neierādisies personīgi vai caur pilnvarnieku, tiks noliktā tiesas sēde lietas izklausīšanai aizmuguriski.

Rīga, 1926. g. 10. decembrī.

Priekšsēdētāja b. Eglīts. 20351a Sekretāra v. Sture.

Rīgas apgabaltiesas 4. civilnodaļa, uz civ. proc. lik. 293., 295., 298., 301., 309., 311. p. p. pamata, uz Marijas-Katrinas Aleksandra m. Gerasimova, dzīm. Kruckovskij lūgumu viņas prasības lietā pret Joannu Joanna d. Gerasimovu par laulības skīršanu, uzaicina, kurā dzīves vieta prasītājai nav zinama, ierasties tiesā 4 mēnešu laikā no šī sludinājuma publicēšanas dienas.

Pie lūguma pieļiktī noraksts no iestāžu raksta un klātpielikiem dokumentiem.

Jā atbildētājs noliktā laikā neierādisies personīgi vai caur pilnvarnieku, tiks noliktā tiesas sēde lietas izklausīšanai aizmuguriski.

Rīga, 1926. g. 10. decembrī.

Priekšsēdētāja b. Eglīts. 20351a Sekretāra v. Sture.

Rīgas apgabaltiesas 4. civilnodaļa, uz civ. proc. lik. 293., 295., 298., 301., 309., 311. p. p. pamata, uz Marijas-Katrinas Aleksandra m. Gerasimova, dzīm. Kruckovskij lūgumu viņas prasības lietā pret Joannu Joanna d. Gerasimovu par laulības skīršanu, uzaicina, kurā dzīves vieta prasītājai nav zinama, ierasties tiesā 4 mēnešu laikā no šī sludinājuma publicēšanas dienas.

Pie lūguma pieļiktī noraksts no iestāžu raksta un klātpielikiem dokumentiem.

Jā atbildētājs noliktā laikā neierādisies personīgi vai caur pilnvarnieku, tiks noliktā tiesas sēde lietas izklausīšanai aizmuguriski.

Rīga, 1926. g. 10. decembrī.

Priekšsēdētāja b. Eglīts. 20351a Sekretāra v. Sture.

Rīgas apgabaltiesas 4. civilnodaļa, uz civ. proc. lik. 293., 295., 298., 301., 309., 311. p. p. pamata, uz Marijas-Katrinas Aleksandra m. Gerasimova, dzīm. Kruckovskij lūgumu viņas prasības lietā pret Joannu Joanna d. Gerasimovu par laulības skīršanu, uzaicina, kurā dzīves vieta prasītājai nav zinama, ierasties tiesā 4 mēnešu laikā no šī sludinājuma publicēšanas dienas.

Pie lūguma pieļiktī noraksts no iestāžu raksta un klātpielikiem dokumentiem.

Jā atbildētājs noliktā laikā neierādisies personīgi vai caur pilnvarnieku, tiks noliktā tiesas sēde lietas izklausīšanai aizmuguriski.

Rīga, 1926. g. 10. decembrī.

Priekšsēdētāja b. Eglīts. 20351a Sekretāra v. Sture.

Rīgas apgabaltiesas 4. civilnodaļa, uz civ. proc. lik. 293., 295., 298., 301., 309., 311. p. p. pamata, uz Marijas-Katrinas Aleksandra m. Gerasimova, dzīm. Kruckovskij lūgumu viņas prasības lietā pret Joannu Joanna d. Gerasimovu par laulības skīršanu, uzaicina, kurā dzīves vieta prasītājai nav zinama, ierasties tiesā 4 mēnešu laikā no šī sludinājuma publicēšanas dienas.

Pie lūguma pieļiktī noraksts no iestāžu raksta un klātpielikiem dokumentiem.

Jā atbildētājs noliktā laikā neierādisies personīgi vai caur pilnvarnieku, tiks noliktā tiesas sēde lietas izklausīšanai aizmuguriski.

Rīga, 1926. g. 10. decembrī.

Priekšsēdētāja b. Eglīts. 20351a Sekretāra v. Sture.

Rīgas apgabaltiesas 4. civilnodaļa, uz civ. proc. lik. 293., 295., 298., 301., 309., 311. p. p. pamata, uz Marijas-Katrinas Aleksandra m. Gerasimova, dzīm. Kruckovskij lūgumu viņas prasības lietā pret Joannu Joanna d. Gerasimovu par laulības skīršanu, uzaicina, kurā dzīves vieta prasītājai nav zinama, ierasties tiesā 4 mēnešu laikā no šī sludinājuma publicēšanas dienas.

Pie lūguma pieļiktī noraksts no iestāžu raksta un klātpielikiem dokumentiem.

Jā atbildētājs noliktā laikā neierādisies personīgi vai caur pilnvarnieku, tiks noliktā tiesas sēde lietas izklausīšanai aizmuguriski.

Rīga, 1926. g. 10. decembrī.

Priekšsēdētāja b. Eglīts. 20351a Sekretāra v. Sture.

Rīgas apgabaltiesas 4. civilnodaļa, uz civ. proc. lik. 293., 295., 298., 301., 309., 311. p. p. pamata, uz Marijas-Katrinas Aleksandra m. Gerasimova, dzīm. Kruckovskij lūgumu viņas prasības lietā pret Joannu Joanna d. Gerasimovu par laulības skīršanu, uzaicina, kurā dzīves vieta prasītājai nav zinama, ierasties tiesā 4 mēnešu laikā no šī sludinājuma publicēšanas dienas.

Pie lūguma pieļiktī noraksts no iestāžu raksta un klātpielikiem dokumentiem.

Jā atbildētājs noliktā laikā neierādisies personīgi vai caur pilnvarnieku, tiks noliktā tiesas sēde lietas izklausīšanai aizmuguriski.

Rīga, 1926. g. 10. decembrī.

Priekšsēdētāja b. Eglīts. 20351a Sekretāra v. Sture.

Rīgas apgabaltiesas 4. civilnodaļa, uz civ. proc. lik. 293., 295., 298., 301., 309., 311. p. p. pamata, uz Marijas-Katrinas Aleksandra m. Gerasimova, dzīm. Kruckovskij lūgumu viņas prasības lietā pret Joannu Joanna d. Gerasimovu par laulības skīršanu, uzaicina, kurā dzīves vieta prasītājai nav zinama, ierasties tiesā 4 mēnešu laikā no šī sludinājuma publicēšanas dienas.

Pie lūguma pieļiktī noraksts no iestāžu raksta un klātpielikiem dokumentiem.

Jā atbildētājs noliktā laikā neierādisies personīgi vai caur

Daugavpils 3. ecirkna miertiesnesis, saskāja ar savu 1926. g. 9. decembra lēmumu uz civ. proc. lik. 1401. p. un civ. lik. X sēj. 1239. p. 1. d. pamata paziņo, ka pēc 1912. g. 12. aprīlī mirušā Alekseja Michaila d. Fedotova ir palicis mantojums Daugavpils apr., Naujenes pagastā, kadēļ uzaicinā visas personas, kam uz šo mantojumu vai saskāna ar to, būtu kādas tiesības, kā mantiniekiem, pieteikt tās pēc piekrītības sešu mēnešu laikā, skaitot no šī studinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesi”.

Daugavpils, 9. dec. 1926. g. L № 1077. 20290a Miertiesnesis Kreicbergers.

Daugavpils 3. iec. miertiesnesis, saskāna ar savu š. g. 9. dec. lēmumu uz civ. proc. lik. 1401. p. un civ. lik. 10. sēj. 1239. p. 1. d. pamata paziņo, ka pēc 1925. g. 28. janv. mir. Kristines Tomasa m. Savickas ir palicis mantojums Daugavpils, Miera ielā № 129, kadēļ uzaicinā visas personas uz šo mantojumu vai saskāja ar to būtu kādas tiesības, ka mantiniekiem, pieteikt tās pēc piekrītības sešu mēnešu laikā, skaitot no šī studinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesi”.

Daugavpils, 9. dec. 1926. g. CL № 1067. 20292a Miertiesnesis Kreicbergers.

Latgales apgabaltiesas Jaunlatgales iec. miertiesnesis, saskāja ar savu 1926. g. 30. nov. lēmumu un pamatodamies uz civ. proc. lik. 1401. un p. civ. lik. (X sēj. 1. d.) 1239. p. ar šo uzaicina 1915. g. 9. maijā mir. Jāna Antipova mantiniekus, pieteikt savas mantojuma tiesības uz mantojumu, kas palicis Jaunlatgales apr., Augšpils pagastā.

Mantojuma tiesības jāpieteic pēc piekrītības sešu mēnešu laikā, skaitot no šī studinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesi”.

Jaunlatgalē, 1926. g. 6. dec. № 4281. 20127a Miertiesnesis J. Gutmans.

Latgales apgabaltiesas Jaunlatgales iec. miertiesnesis, saskāja ar savu 1926. g. 30. nov. lēmumu un pamatodamies uz civ. proc. lik. 1401. un p. civ. lik. (X sēj. 1. d.) 1239. p., uzaicina 1925. g. 27. nov. mir. Vasilijs Sergeja d. Kočova mantiniekus, pieteikt savas mantojuma tiesības uz mantojumu, kas palicis Jaunlatgales apr., Purvnieku pagastā.

Mantojuma tiesības jāpieteic pēc piekrītības sešu mēnešu laikā, skaitot no šī studinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesi”.

Jaunlatgalē, 1926. g. 6. dec. № 4279. 20129a Miertiesnesis J. Gutmans.

Latgales apgabaltiesas Jaunlatgales iec. miertiesnesis, saskāja ar savu 1926. g. 30. nov. lēmumu un pamatodamies uz civ. proc. lik. 1401. p. un civ. lik. (X sēj. 1. d.) 1239. p., uzaicina 1914. g. 26. sept. mir. Filiipa Samsonova mantiniekus pieteikt savas mantojuma tiesības uz mantojumu, kas palicis Jaunlatgales apr., Augšpils pagastā.

Mantojuma tiesības jāpieteic pēc piekrītības sešu mēnešu laikā, skaitot no šī studinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesi”.

Jaunlatgalē, 1926. g. 6. dec. № 4283. 20130a Miertiesnesis J. Gutmans.

Latgales apgabaltiesas Jaunlatgales iec. miertiesnesis, saskāja ar savu 1926. g. 30. nov. lēmumu un pamatodamies uz civ. proc. lik. 1401. p. un civ. lik. (X sēj. 1. d.) 1239. p., uzaicina 1917. g. 23. janv. mirušā Rafaela Romana d. Stišanu mantiniekus, pieteikt savas mantojuma tiesības uz mantojumu, kas palicis Jaunlatgales apr., Baltinovas pagastā.

Mantojuma tiesības jāpieteic pēc piekrītības sešu mēnešu laikā, skaitot no šī studinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesi”.

Jaunlatgalē, 1926. g. 6. dec. № 4277. 20128a Miertiesnesis J. Gutmans.

Latgales apgabaltiesas Viļņu iecirkna miertiesnesis, pamatodamies uz civilp. likuma 1401. panta un saskāja ar savu 1926. g. 30. nov. lēmumu, uzaicina 1924. g. 24. jūlijā mirušā Rudolfa Šumana mantiniekus pieteikt savas mantosānas tiesības miertiesnesa kamerā. Viļņos, uz kustamo un nekustamo ipašumu, atrodošos Viļņu pag. Trūmanu dzirnavās un Rēzeknē – 6. mēnešu laikā, skaitot no studinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesi”. Pēc minētā termiņa notecešanas nekādas prasības netiks pieņemtas.

Jaunlatgalē, 1926. g. 6. dec. № 4277. 20128a Miertiesnesis J. Gutmans.

Latgales apgabaltiesas Viļņu iecirkna miertiesnesis, pamatodamies uz civilp. likuma 1401. panta un saskāja ar savu 1926. g. 30. nov. lēmumu, uzaicina 1924. g. 24. jūlijā mirušā Rudolfa Šumana mantiniekus pieteikt savas mantosānas tiesības miertiesnesa kamerā. Viļņos, uz kustamo un nekustamo ipašumu, atrodošos Viļņu pag. Trūmanu dzirnavās un Rēzeknē – 6. mēnešu laikā, skaitot no studinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesi”. Pēc minētā termiņa notecešanas nekādas prasības netiks pieņemtas.

Ventspils iec. miertiesnesis, pamatojoties uz Michaila Kirila d. Lebedeva līgumu, kā arī civ. proc. lik. X sēj. 1239. p. un civ. proc. lik. 1401. p., uzaicina 1926. g. 12. oktobri Antonu Kirila d. Lebedeva mantiniekus, pieteikt min. miertiesnesim savas mantosānas tiesības uz nelaiķa atstāto mantojumu Ungurmuižas pag., Dobupsalā, sešu mēnešu laikā, skaitot no šī studinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesi”.

Krustpili, 1926. g. 7. dec. № 1701. 20126a Miertiesnesis (paraksts).

Latgales apgabaltiesas Varakļānu iec. miertiesnesis, pamatodamies uz civ. proc. lik. 1401. p., civ. lik. X sēj. 1. d. 1239. p. un saskāja ar savu 1926. g. 30. nov. lēmumu uzaicina 1922. g. 15. janv. mir. Donata Antonu d. Svilana mantiniekus pieteikt savas mantosānas tiesības augšminētam miertiesnesim uz nel. atstāto kustamo un

nekustamo mantību, atrod. Varakļānu pagastā, — sešu mēnešu laikā, skaitot no šī studinājuma iesviešanas dienas „Valdības Vēstnesi”.

Pēc šī termina notecešanas nekādas prasības vairs netiks pieņemtas.

30. nov. 1926. g. № 6655.

19830a Miertiesnesis J. Berkis.

Latgales apgabaltiesas Viļņu iec. miertiesnesis, pamatodamies uz civ. proc. likuma 1401. p. un saskāja ar savu 1926. g. 30. nov. lēmumu, uzaicina 1924. g. 21. dec. mirušā Pētera Antonu d. Laizana mantiniekus, pieteikt savas mantosānas tiesības miertiesnesa kamerā Viļņos, uz viensētas zemi, platībā 14 desetīnas līdz ar visām salīmiecības ēkām, atrodošām Rūzinas pag., Pustinku viensētā, 6 mēnešu laikā, skaitot no studinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesi”. Pēc minētā termina notecešanas nekādas prasības netiks pieņemtas.

19910a Miertiesnesis (paraksts).

Latgales apgabaltiesas Viļņu iec. miertiesnesis, pamatodamies uz civ. proc. likuma 1401. panta un saskāja ar savu 1926. g. 30. nov. lēmumu, uzaicina 1925. g. 12. februārī mirušā Jura Ježupa d. Špundzane mantiniekus pieteikt savas mantosānas tiesības miertiesnesa kamerā, Viļņos uz 9. deset. zemes ar ēkām un inventaru, atrodošām Viļņu pag. Putnu sādā, 6 mēnešu laikā, skaitot no studinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesi”. Pēc minētā termina notecešanas nekādas prasības netiks pieņemtas.

19911a Miertiesnesis (paraksts).

Latgales apgabaltiesas Viļņu iec. miertiesnesis, pamatodamies uz civ. proc. likuma 1401. panta un saskāja ar savu 1926. g. 30. nov. lēmumu, uzaicina 1925. g. 12. februārī mirušā Jura Ježupa d. Špundzane mantiniekus pieteikt savas mantosānas tiesības miertiesnesa kamerā, Viļņos uz 9. deset. zemes ar ēkām un inventaru, atrodošām Viļņu pag. Putnu sādā, 6 mēnešu laikā, skaitot no studinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesi”. Pēc minētā termina notecešanas nekādas prasības netiks pieņemtas.

19912a Miertiesnesis (paraksts).

Latgales apgabaltiesas vecākais notars pazino, ka uz 1926. g. 6. decembri apstiprināta dāvināšanas līguma pamata Augusts Jāns d. Belindzevs-Kārlis leguvīs no sava tēva Jāns Augusta d. Korklova tiesības uz 1/3. d. Ls 300 vērtībā no viņam piederošām tiesībām uz 29.12. des. nekustama ipašuma pastāvoša no Baltinovas mužas atdalītā zemes gabala 1512.12 des. platībā, Jaunlatgales aprīkļi, Baltinovas pagastā.

Daugavpili, 1926. g. 6. dec. № 57026.

Vecākā notara pal. E. Krikis.

20124a Sekretora pal. A. Neikene.

Latgales apgabaltiesas vecākais notars pazino, ka uz 1926. g. 20. novembri apstiprināta iekilāšanas akta pamata, Eduards Teja d. Melups iekilājis Jēkabam Toma d. Otlanam savu nekustamo ipašumu pastāvošu no dzīmītātiesības tiesību pilšķērības grunts gabala 138 kv. sāz. un 6. kv. arī mirušā Archipa Fedotova mantinieki – Stepaniši un Matvejs Archipovi, ievedēji tās pamata līdzību.

Daugavpili, 1926. g. 6. dec. № 57026.

Vecākā notara pal. E. Krikis.

20125a Sekretora pal. A. Neikene.

Latgales apgabaltiesas Ludzas apr. 1. iec. miertiesnesis, pamatodamies uz savu 4. dec. lēmumu un saskāja ar X sēj. 1. d. 1239. p. un civ. proc. lik. 1401. un 1402. p. p., uzaicina 1922. g. 23. novembri mirušā Salimona Eduarda d. Rūdziša mantiniekus pieteikt savas mantosānas tiesības uz nelaiķa atstāto mantojumu Zvīrgzdnas pag., Ludzas apr., — sešu mēnešu laikā, skaitot no studinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesi”.

Daugavpili, 1926. g. 6. dec. № 57026.

Vecākā notara pal. E. Krikis.

20392a Sekretora pal. A. Neikene.

Latgales apgabaltiesas Ludzas apr. 1. iec. miertiesnesis, pamatodamies uz savu 4. dec. lēmumu un saskāja ar X sēj. 1. d. 1239. p. un civ. proc. lik. 1401. un 1402. p. p., uzaicina 1922. g. 23. novembri mirušā Salimona Eduarda d. Rūdziša mantiniekus pieteikt savas mantosānas tiesības uz nelaiķa atstāto mantojumu Zvīrgzdnas pag., Ludzas apr., — sešu mēnešu laikā, skaitot no studinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesi”.

Daugavpili, 1926. g. 6. dec. № 57026.

Vecākā notara pal. E. Krikis.

20393a Sekretora pal. A. Neikene.

Latgales apgabaltiesas Ludzas apr. 1. iec. miertiesnesis, pamatodamies uz savu 4. dec. lēmumu un saskāja ar X sēj. 1. d. 1239. p. un civ. proc. lik. 1401. un 1402. p. p., uzaicina 1922. g. 23. novembri mirušā Salimona Eduarda d. Rūdziša mantiniekus pieteikt savas mantosānas tiesības uz nelaiķa atstāto mantojumu Zvīrgzdnas pag., Ludzas apr., — sešu mēnešu laikā, skaitot no studinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesi”.

Daugavpili, 1926. g. 6. dec. № 57026.

Vecākā notara pal. E. Krikis.

20394a Sekretora pal. A. Neikene.

Latgales apgabaltiesas Viļņu iecirkna miertiesnesis, pamatodamies uz civ. proc. likuma 1401. panta un saskāja ar savu 1926. g. 30. nov. lēmumu, uzaicina 1924. g. 24. jūlijā mirušā Rudolfa Šumana mantiniekus pieteikt savas mantosānas tiesības miertiesnesa kamerā. Viļņos, uz kustamo un nekustamo ipašumu, atrodošos Viļņu pag. Trūmanu dzirnavās un Rēzeknē – 6. mēnešu laikā, skaitot no studinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesi”. Pēc minētā termina notecešanas nekādas prasības netiks pieņemtas.

20395a Sekretora pal. A. Neikene.

Latgales apgabaltiesas Viļņu iecirkna miertiesnesis, pamatodamies uz civ. proc. likuma 1401. p. un civ. lik. X sēj. 1. d. 1239. p. un saskāja ar savu 1926. g. 30. nov. lēmumu uzaicina 1922. g. 15. janv. mir. Donata Antonu d. Svilana mantiniekus pieteikt savas mantosānas tiesības augšminētam miertiesnesim uz nel. atstāto kustamo un

nekustamo mantību, atrod. Varakļānu pagastā, — sešu mēnešu laikā, skaitot no šī studinājuma iesviešanas dienas „Valdības Vēstnesi”.

30. nov. 1926. g. № 6655.

19830a Miertiesnesis J. Berkis.

Latgales apgabaltiesas Viļņu iecirkna miertiesnesis, pamatodamies uz civ. proc. likuma 1401. p. un civ. lik. X sēj. 1. d. 1239. p. un saskāja ar savu 1926. g. 30. nov. lēmumu uzaicina 1922. g. 15. janv. mir. Donata Antonu d. Svilana mantiniekus pieteikt savas mantosānas tiesības augšminētam miertiesnesim uz nel. atstāto kustamo un

nekustamo mantību, atrod. Varakļānu pagastā, — sešu mēnešu laikā, skaitot no šī studinājuma iesviešanas dienas „Valdības Vēstnesi”.

30. nov. 1926. g. № 6655.

19830a Miertiesnesis J. Berkis.

Latgales apgabaltiesas Viļņu iecirkna miertiesnesis, pamatodamies uz civ. proc. likuma 1401. p. un civ. lik. X sēj. 1. d. 1239. p. un saskāja ar savu 1926. g. 30. nov. lēmumu uzaicina 1922. g. 15. janv. mir. Donata Antonu d. Svilana mantiniekus pieteikt savas mantosānas tiesības augšminētam

Rīgar notars Jānis Krūklāns,

pamatodāmies uz 1916. g. 3. jūlija liku tu par tirdzniecības un rūpniecības uzņēmumu sastāvāšanu, paziņo, ka atklāta sabiedrība zem nosaukuma "J. Baumana un J. Pētersona tūbīgu rūpniecība" ar šī gada 14. decembra līgumā, reģistrētu ar N 30150 un ierakstītu aktu grāmatā ar N 200, pārdeva Pēterim Pēterē dēlam Baumāniņam savu Rīgā, lieļā Nometņu ielā N 25 atrodošos tūbīgu izgatavošanas darbnicu līdz ar piederumiem.

20831 Notars J. Krūklāns.

Tiešo nodokļu departamenta

daždu maksājumu piedzinējs paziņo, ka 22. decembris 1926. g., plkst. 12 dienā, Rīgā, Rēveles ielā N 79,

pārdos vairāksolišanā

Pēteris Gora kustamo mantu, novērtētu par Ls 320 un sastāvošu no dreižējēka un frezera, dēļ viņa 1924. g. un 1925. g. 100% pēdas nodokļu segšanai.

Rīgā, 16. decembris 1926. g.

20833 Par piedzinēju (paraksts).

Pamatoties uz labierīcības un drošības nolikumu 183. p., uzaicinu

Dzīļdu Zāja m. Časmanis, kujas dzīves vieta politiskai pārvaldei nav zinama, viens mēneša laiku saņemt atpakaļ pie Alinees Vilde krišanas pamato "Manhattan" zīstemas rakstamāšinu.

Neizņemšanas gadījumā minētā rakstamāšina tiks pārdota torgos:

16. decembris 1926. g.

Politiskās pārvaldes priekšnieks

20825 V. Ozoliņš.

Rīgas policijas I iec. priekšnieks paziņo, ka 1926. g. 28. decembrī, plkst. 10 rīta, Tīrgoņu ielā N 10,

pārdos vairāksolišanā

Silvesterim Francim piederošo veikalā iekārtu un mebeles, notaksētās kopā par Ls 145, Makša Ozmidoša prasības segšanai.

Rīgā, 15. dec. 1926.

20826 Priekšnieks (paraksts).

Rīgas policijas II iec. priekšnieks paziņo, ka 1927. g. 5. janvarī, pulksten 10 no rīta, Jura-Alunana ielā N 2a, dz. 9,

pārdos vairāksolišanā

Lības Bejaskiņ-Sleiter kustamo mantu, sastāvošu no vienas ozoņkoka buletes, kopvērtībā par Ls 334.16.

20827 Priekšnieks (paraksts).

Rīgas policijas IV iec. priekšnieks paziņo, ka š. g. 29. novembrī, plkst. 10 rīta, Brūjiņieku ielā N 19, darbnīcā,

pārdos vairāksolišanā

Roberta Gora mantu, sastāvošu no 6 jaunām koku gultām ar atspēju matracēm, novērtētu par Ls 194.17 par labu Rīgas kopējai slimī kasei.

Pārdodamā manta apskatama pārdošanas dienā ūtupes vietā.

20828 Priekšn. v. viņa pal. (paraksts).

Apriņķa ceļu inženiers Jelgavā,

izdos 1926. g. 30. decembri, plkst. 11. savā kancelē Upes ielā N 9, rakstiskā un mutiskā izsolē mazākprasītājiem

sekošus darbus:

1) 107,2 kub. mtr. grants un 107,2 kub. mtr. smilts piegādāšanu tiltā dambja uzbrēmu grantēšanai pār Vircavas upi pie Kroga - Vircavas; drošības nauda Ls 220.

2) 27,5 mtr. gara koka tilta jaumbūvi pār lecvavas upi uz Rīgas-Skaistkalnes ceļa, pie Alenderu kroga; drošības nauda Ls 465.

Tuvākas ziņas kancelējā darbdienās no plkst. 9-15. N 4005 30839

Jēkabpils apriņķa valsts zemju inspektors Jēkabpili,

Pastā ielā N 64,

iznomās jauktā izsolē

10. janvari 1927. g.

valsts zvejas tiesības

sekošos valsts ūdeņos: Pilkstes, Pielikulanu, Skrīveru, Aizdumbles, Ceplīcēzeru, Melnezerā, Baltezerā, Linezerā, Lielajā Akacijā un Mazajā Akacijā un Daujavā: Vec-Sērenes, Abelu, Kapču zemes, Salas, Krustpils, Vec-Sēpils, Menķu, Vigantes un Alstīkes mužu robežas un Dignājas māciņmužas un kesterata robežas un Biržu ūdens dzirn. dižis.

Tuvākas ziņas valsts zemju inspekcijā.

20794 Valsts zemju Insp. B. Richter.

Zemkopības min. kultur-**techniskā nodala**

paziņo, ka zemkopības ministris Š. g. 13. decembri ir apstiprinājis Tukuma apr. Smārdes pag. melioracijas sabiedrības "Purvs" statutu.

Sabiedrība ir ievesta melioracijas sa biedrību reģistra II daļas 40. I. p. ar N 190.

Sabiedrības valdes sēdeklis Smārdes pag. "Kāleja Krānos" c. Tukumā.

Nodajas vad. A. Kuze.

20823 Darbvedis F. Briedis.

"Valdības Vēstneča" 285. numura pielikums

Apstiprinu.
Rīgā, 1926. g. 15. decembris.
Zemkopības ministrs
M. Gailits.

Nodokļu takse

par Osvalda Silķena privatas lopkautuves lietošanu un gaļas izmeklēšanu Ikšķiles pagasta Sietiņu mājās, Rīgas aprīnki.

A. Lopkautuves lietošanas un gaļas izmeklēšanas takse.

Par katru liellopu	Ls 3,-
. zirgu	2,30
. teju	1,50
. atu vai kazu	0,90
. cūku līdz 45 kg smagu	1,-
. no 45-165 kg smagu	2,50
. 166 un vairāk	3,-

B. Kautu lopu izmeklēšanas takse.

Par katru liellopu	Ls 2,40
. zirgu	1,80
. teju	1,-
. atu vai kazu	0,90
. cūku līdz 45 kg	0,80
. no 46-165 kg	2,-
. 166 un vairāk	2,50
. cūkas gaļu līdz 25 kg smagu	0,35
. no 26 kg un vairāk	0,75

Šī takse stājas spēkā ar izsludināšanas dienu "Valdības Vēstnesi".

Pamatā. Noteikumi par lopkautavēm un gaļas izmeklēšanas stacijām.

Rīgā, 1926. g. 14. decembris.

Veterinarvaldes priekšnieks, veterinararists Cīruļis.

20775 Darbvedis (paraksts)

Kāra ministrijas kāra būvniecības pārvaldes Daugavpils grupa.

Daugavpils cietoksnī, Embotes ielā N 26, grup. kancl., izsludina 30. dec. 1926. g.

jauktu galigu izsolī

pulkst. 12 dienā uz asenīzācijas darbu izvešanu Jēkabpili, Krustpili, Rēzeknē, Kērsavā, Ludzā un Zilupē, no kapaspēka dejām aizņemti ekās uz vienu gadu, pie kam izsole notiks uz katru no minētām vietām atsevišķi un pēc tam kopēji un pulkst. 13. tāni paši dienā pārdos vairāksolišanā vecu, nelietojamu koka tiltu, uz ceļa starp cietokšņa rīta un ziemēja vārtiem, nojaukšanai un materīlu nojaukšanai. Rakstiski piedāvājumi slēgtās aploksnēs un lūgumi piedalīties mutiskā solišanā, apmaksāti ar attiecīgu zīmognodiķi, iesniedzami grupā izsoles dienā: uz asenīzācijas darbiem līdz pulksten 12 un uz tiltu pārdošanu līdz pulksten 13. Drošības nauda jāiemaksā: uz asenīzācijas darbiem Ls 300 un uz tiltu pārdošanu Ls 50. Ar asenīzācijas un tiltu nojaukšanas darbu noteikumiem var iepazīties grupas kanclejā darbd. no pulkst. 9-15 dienā un tiltu apskatit tadpat.

20754

Jauktu izsolī

11. janvāri 1927. g. plkst. 10 sarko **Artillerijas laboratorija** Liepājā, kāja-ostā, uz dzīdiem materiāliem: 1) zliepes, cērežiņi, karbolineums, sēlieks, sīkatīvs, galddnieku līme, svina un cinka baltums, karbids, akmenegles kokas, cements "Portland", dūmu pulveris, bezdūmu pulveri s, skābeklis 98-99%, sērkābe, audeklis, ietināmas papīrs pape, šnore, korki, prapes gumijas, šautēju patronu kapseles, bīkorda aukla, skārds dažāds, stiepule misīga, naglas, misīš apājs, vājs, kaleja dzelzs, tērauds darba rīku, caurules cīnki, mūnes, red. cīnki T* galbali, red. cīnki L* galbali, krāni misīga, ventili tvaika, skrūves dažādas, elektriskas lampas, armatures ūdensdrošas, vāja izoleta stiepne N. G. A. adas dzēsnīcas, klingeris, klegeli ugunsdroši, dažādas ķīmikalijas un vēl dažādi citi materīli par kopzumu apm. Ls 40 000

Pilnīgu sarakstu ar techniskiem un izsoles noteikumiem uz pieprasījumu sālmniecības daļa izsūta pa postu. Paraugi apskatami sālmniecības daļā katru darba dienu no plkst. 10-15. Piegādāšanas laiks 2 mēneši no liguma noslēgšanas. Drošības nauda mutiskai izsolē — Ls 300, rakstiskai — 10% no piedāvājumu kopsumas.

Rakstiski piedāvājumi slēgtās aploksnēs ar uzrakstu "Uz izsolī 11. janvāri 1927. g." iesniedzami līdz 11. janvarim plkst. 10. Mantas piegādājamas franko Artillerijas laboratorijā.

20502

Šķiteres virsmežniecība pārdos mutiskā izsolē

14. janvāri 1927. g., Dundagas pagasta valdes namā, Dundagā, **augošu un atmirušu mežu.**

II iec. mežniecībā, Ezermuļas novadā, pēc platības 11 vienības no 0,19-3,92 ha, vērtībā no Ls 22-1650, un pēc celmu skaita 8 vienības no 55-905 kokiem, vērtībā no Ls 44-742.

IV iec. mežniecībā, Šķiteres novada, pēc celmu skaita 3 vienības no 180-393 kokiem, vērtībā no Ls 82-182; un pēc sagatavota materīlu vairuma 1 vienība 5,60 m³, vērtībā Ls 35.

Meža pārdos uz zemkopības ministra 1924. g. 14. maijā un 4. junijā apstiprinātiem nosacījumiem.

Izsole sākšies pulkst. 12 dienā.

Izsolē piedāvāti personas, kuras iemaksās izsoles komisijai 10% drošības naudas no attiecīgu vienību izsludināšanas vērtības.

Pēc noslēgšanas drošības nauda jāpapildina līdz 10% no sumas, par kuru vienība noslēgtā.

Kā drošības naudu piegāems ari: 1) Latvijas valsts iekšējo aizņēmumu obligācijas, Latvijas hipoteķu bankas kīlu zīmes un Valsts zemes bankas 60% kīlu zīmes, 2) banku un kreditbiedrību garantijas.

Virsmežniecība patur sev tiesību izsludinātās vienības nojēmt no izsoles pēc saviem iestājiem.

Tuvākas ziņas virsmežn. kanclejā un pie attiecīgiem iecirkņu mežījiem.

20789 **Šķiteres virsmežniecība**

Iec. mežniecības — Lielances, Renges,